

Russie/Au lendemain de son triomphe dans les urnes Poutine conforté face aux Occidentaux

AFP

Moscou/Russie

Le scrutin se tenait en effet dans un climat de tensions sans précédent avec ces derniers.

VLADIMIR Poutine a remporté une victoire d'une ampleur sans précédent en plus de 18 ans de pouvoir, réélu président avec 76,7% des voix selon des résultats quasi définitifs publiés hier qui le confortent en pleine crise avec les Occidentaux. Aux commandes du pays depuis 1999 en tant que président ou Premier ministre, M. Poutine peut donc rester au Kremlin pour un quatrième mandat - son dernier selon la Constitution - courant jusqu'en 2024, année où il fêtera ses 72 ans.

Interrogé dimanche soir sur l'éventualité d'une candidature après 2024, M. Poutine a répondu : "Vous devez plaisanter. Qu'est-ce je dois faire? Rester ici jusqu'à mes 100 ans? Non". Avec plus de 56 millions de voix, il est arrivé très loin devant ses adversaires avec une participation supérieure à la présidentielle de 2012, au prix selon l'opposition et d'ONG russes

de milliers d'irrégularités : bourrages d'urnes et électeurs emmenés par autocars entiers sous pression de leurs employeurs.

Il s'impose plus que jamais comme l'homme fort d'un pays qu'il a replacé au premier rang sur la scène internationale au prix d'un climat de tensions sans précédent avec les Occidentaux depuis la Guerre froide.

Alimentée par le conflit syrien, la crise ukrainienne ou les accusations d'ingérence russe dans l'élection de Donald Trump, la confrontation Est-Ouest s'est encore accentuée depuis que Londres accuse Moscou d'avoir empoisonné un ex-espion russe au Royaume-Uni.

Quasiment muet jusque-là sur l'empoisonnement de Sergueï Skripal et de sa fille, le président russe a assuré, dans sa première conférence de presse après l'élection, qu'«accuser la Russie était "du grand n'importe quoi"».

L'UE REAFFIRME SON SOUTIEN A LONDRES. Il a ajouté que Moscou était "prêt à coopérer" avec Londres à l'enquête mais les échanges entre les deux pays continuent de res-

sembler à un dialogue de sourd. Le chef de la diplomatie britannique Boris Johnson a jugé hier de "plus en plus absurdes" les démentis de la Russie sur son implication et l'UE a réaffirmé son soutien à Londres.

Aucune capitale occidentale n'avait félicité le président russe hier matin.

La Russie de Vladimir Poutine "va rester un partenaire difficile", a toutefois estimé hier le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas. "Mais on a aussi besoin de la Russie pour trouver des solutions aux grands problèmes internationaux", a-t-il poursuivi.

En revanche, Vladimir Poutine a été rapidement félicité par le président chinois Xi Jinping, rapidement suivi des chefs d'Etat vénézuélien Nicolas Maduro puis iranien Hassan Rohani, qui a évoqué une "victoire décisive".

Après dépouillement de 99,8% des bulletins, M. Poutine a largement devancé son principal adversaire, le candidat du Parti communiste Pavel Groudine, qui n'a récolté que 11,79% des voix, devant l'ultranationaliste Vladimir Jirinovski, à 5,66%, et la

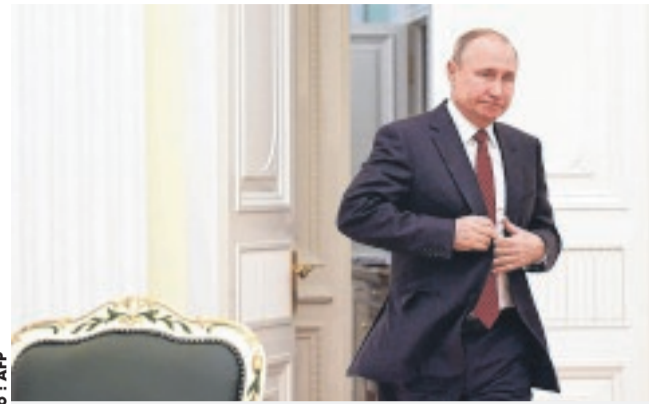


Photo : AFP

Vladimir Poutine entame un quatrième mandat à la tête de la Russie conforté par une victoire écrasante dans les urnes.

journaliste proche de l'opposition libérale Ksénia Sobtchak (1,67%).

TAUX DE PARTICIPATION CONTESTE. La participation à 64,7%, légèrement supérieure à celle de 2012, a été portée par les vastes efforts déployés par le Kremlin pour mobiliser des électeurs à se rendre à une élection dont l'issue ne faisait aucun doute.

La présidente de la Commission électorale, Ella Pamfilova, a estimé que les élections avaient été "transparentes au maximum", en passant en revue lundi en direct à la télévision quelques cas de fraudes signalés dans les

bureaux de vote et les mesures prises en réaction. L'opposition russe, et en premier lieu l'adversaire le plus acharné du pouvoir Alexeï Navalny, interdit de participation au scrutin et qui avait appelé au boycott, ont accusé les autorités d'avoir gonflé le taux de participation grâce à de nombreuses fraudes, en bourrant les urnes ou en organisant le transport massif d'électeurs vers les bureaux de vote.

"La victoire de Poutine avec plus de 70% a été décidée à l'avance", a expliqué l'opposant, qui a prévenu qu'il continuerait à appeler à des manifestations, "seul moyen de mener une lutte politique en Russie".

Etats-Unis/Affaire russe

Trump met en cause l'équipe du procureur spécial Mueller

AFP

Washington/Etats-Unis

Une charge pas du goût des élus républicains qui ont mis le président en garde.

DONALD Trump s'en est pris dimanche avec virulence à l'intégrité de l'équipe du procureur spécial Robert Mueller, poussant des élus républicains à le mettre en garde contre la tentation de son éventuel renvoi, véritable ligne rouge à leurs yeux.

Deux jours après le limogeage de l'ex-numéro deux du FBI, Andrew McCabe, qu'il avait dans le collimateur depuis plusieurs mois, le président américain a lancé une nouvelle salve de tweets vengeurs, martelant être victime d'une "chasse aux sorcières".

Ancien patron du FBI, Robert Mueller enquête sur les soupçons de collusion entre l'équipe de campagne Trump et la Russie mais tente aussi de déterminer si le président s'est rendu coupable d'entrave à la justice.

"Pourquoi est-ce que

l'équipe Mueller compte 13 démocrates endurcis, certains grands soutiens de Hillary la crapule, et Zéro républicains? Un autre démocrate a été récemment ajouté... Est-ce que quelqu'un pense que c'est juste? Et pourtant, il n'y a PAS DE COLLUSION!", a tweeté M. Trump, jugeant que cette enquête "n'aurait jamais du être ouverte".

Nommé à la tête du FBI en 2001 par le président républicain George W. Bush, Robert Mueller avait été reconduit à ce poste par le président démocrate Barack Obama. Lors de sa nomination comme procureur spécial, il a été salué par nombre de poids lourds républicains pour sa rigueur et son intégrité. Interrogés dans les traditionnels talk-shows du dimanche matin sur le ton particulièrement acrimonieux du locataire de la Maison Blanche, plusieurs ténors républicains sont montés au créneau pour souligner que l'enquête de Robert Mueller devait aller à son terme.

"Il avance au gré des preuves qu'il accumule et je pense qu'il est très important de le laisser faire son

travail, sans interférences", a souligné sur CNN le sénateur de Caroline du Sud, Lindsey Graham. "Nombre de républicains partagent mon point de vue", a-t-il tenu à souligner.

Et si Donald Trump décidait de limoger Robert Mueller? "S'il essayait de faire cela, ce serait le début de la fin de sa présidence car nous sommes un Etat de droit", a-t-il répondu.

En écho, Chris Christie, ancien gouverneur du New Jersey qui fut très proche de Trump durant la campagne, a loué une enquête menée "avec beaucoup d'intégrité, sans la moindre fuite". "Ce ne serait pas approprié qu'il le fasse et je ne pense pas qu'il le fera", a-t-il ajouté, évoquant l'hypothèse de son renvoi.

Le sénateur John McCain a également jugé "crucial" que M. Mueller puisse mener une enquête "complète et approfondie". L'avocat de la Maison Blanche, Ty Cobb, a toutefois assuré que M. Trump n'envisageait pas de limoger le procureur.

En réponse aux "spéculation" à ce sujet, "la Maison Blanche confirme une fois encore que le président n'envisage pas le renvoi du

procureur spécial Robert Mueller, et n'en discute pas", a affirmé M. Cobb.

TWEETS "PUERILS ET DIFFAMATOIRES" Fin janvier, M. Trump s'était déclaré prêt à témoigner sous serment devant le procureur spécial mais ses avocats avaient ensuite tenté de rectifier le tir, soulignant que rien n'avait encore été décidé sur cette question sensible.

Selon le New York Times, ces derniers ont récemment reçu, de la part de l'équipe du procureur spécial, une liste de questions qui pourraient lui être posées lors son témoignage. Dans une série de tweets, le président américain s'en prend aussi une nouvelle fois à James Comey, ex-chef du FBI qu'il a limogé en mai 2017, le traitant de "menteur".

Ce dernier, qui doit publier un livre dans un mois, a répondu samedi sur Twitter aux attaques répétées de M. Trump à son encontre. "M. le président, les Américains entendent mon histoire sous peu. Et ils pourront juger d'eux-mêmes qui est honorable et qui ne l'est pas", a-t-il écrit. Donald Trump est aussi re-

venu sur les informations selon lesquelles Andrew McCabe, abruptement remercié à 48 heures de pouvoir toucher, après plus de 21 ans de service au FBI, sa retraite de haut fonctionnaire, aurait pris des notes sur ses interactions avec Donald Trump.

Assurant que ce dernier n'avait jamais pris de notes en sa présence, il a ironisé sur ces "Fake Memos", qu'il a classés dans la même catégorie que les notes prises par M. Comey, déjà remises à l'équipe de Robert Mueller.

"Nous ne répondrons pas à chacun des tweets puerils, diffamatoires, répugnants et faux du président", a rétorqué Michael Bromwich, avocat d'Andrew McCabe, assurant que toute la vérité serait révélée "en temps voulu".

Pour David Axelrod, ancien conseiller de Barack Obama, ces attaques contre l'équipe du procureur spécial nommé pour faire la lumière sur l'ingérence russe dans la campagne présidentielle démontrent une chose : "Mueller se rapproche et le président est de plus en plus fébrile".

A travers le monde

• **Corée du Sud/Politique.** Le parquet réclame un mandat d'arrêt contre l'ex-président Lee

Le parquet de Séoul a annoncé hier avoir demandé à la justice d'émettre un mandat d'arrêt contre l'ancien chef de l'Etat sud-coréen Lee Myung-bak, 76 ans, soupçonné de corruption, dernier ex-président du pays encore en vie à avoir maille à partir avec la justice.

• **Etats-Unis/Attentat.** Texas : deux blessés dans un nouveau colis piégé

Deux personnes ont été blessées dimanche soir par un colis piégé à Austin (Texas), la quatrième explosion mystérieuse à frapper la ville ce mois-ci, a annoncé la police.

• **France/Politique.** Référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie le 4 novembre

Le référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, se déroulera le 4 novembre, ont décidé hier les élus du Congrès, l'assemblée délibérante de cet archipel français du Pacifique sud, lors d'une séance marquée par un débat houleux sur l'histoire de la colonisation.

• **Israël/Justice.** Peine réduite pour un soldat ayant achevé un assaillant palestinien

L'armée israélienne a décidé de réduire d'un tiers la peine d'un soldat condamné initialement à 18 mois de prison pour avoir achevé un assaillant palestinien blessé en Cisjordanie occupée et dont le procès a déchaîné les passions dans son pays, a-t-elle indiqué hier.

• **Norvège/Politique.** Le sort du gouvernement suspendu au choix d'un petit parti

Les démocrates chrétiens de Norvège se sont réunis hier pour décider d'accorder ou non leur confiance à la ministre de la Justice à l'origine d'un post Facebook blessant, une question qui pourrait aboutir à la chute du gouvernement.

• **Syrie/Conflit.** Une combattante britannique pro-kurde tuée à Afrine



Photo : AFP

Une combattante britannique, Anna Campbell, 27 ans, engagée aux côtés des forces kurdes a été tuée lors de l'offensive menée par la Turquie dans la région syrienne d'Afrine, a indiqué hier à l'AFP une porte-parole de ces forces.